

INFORMATION & LIAISONS
OUVRIERES

N° II

MARS 1959

ooooo

UNE SEMAINE d'ACTION REVENDICATIVE

Le Mouvement ouvrier et les syndicats:

Les transformations de structure des entreprises, la pression accrue du patronat dans le domaine de la productivité et des salaires ne pouvaient qu'entraîner des réactions ouvrières. De fait, dans le courant de Février les conflits "avoués" par le patronat et la presse ont été plus nombreux, mais avec des objectifs divers, qui révélaient la situation particulière de telle ou telle entreprise, ou de tel ou tel secteur:

- contre les licenciements conséquence plus de concentration ou de fusion que de la récession; l'exemple le plus typique est Fives Lille.
- pour les salaires: il faudrait une longue liste; une des plus caractéristiques semble la grève des Visseries de Fourmies; pour 25 Frs de l'heure, 17 jours de grève, dont deux avec occupation d'usine 230 grévistes qui ont repris le travail sans rien avoir obtenu, après un vote III pour la reprise, 107 contre, et 48 abstentions.
- sur les conditions de travail: c'est un genre de conflits sur lesquels les journaux s'étendent assez peu, mais qui est plus fréquent qu'on ne pense. Un exemple: à plusieurs reprises les cheminots de la gare de Dijon ont bloqué la gare pour protester contre de nouveaux horaires de travail, allongeant l'amplitude du travail et supprimant 7 emplois.

Ces luttes sont restées isolées parce que précisément elles affectaient des secteurs limités, isolées aussi parce que les syndicats en parlaient assez peu, isolées parce que les organisations réussirent à canaliser les mouvements qui auraient pu devenir "dangereux" (par exemple à Fives-Lille). D'autre part, où une menace de conflit plus étendu pouvait peser, ils organisèrent isolément des journées d'action (services publics, S.N.C.F.) avec des objectifs vagues et imprécis (réunion d'une commission paritaire).

"Rentrée" des syndicats: la "stabilisation" politique a permis au gouvernement de rejeter la solution "syndicat indépendant" qu'il paraissait avoir envisager un moment avec une certaine réticence; les discussions entre dirigeants indépendants- reflétant l'extrême faiblesse de ces organisations- dès qu'il s'est agi "d'avoir des places" a certainement contribué à discréditer l'idée d'une utilisation par le gouvernement et le patronat d'une organisation nouvelle pour contrôler la classe ouvrière.

D'où le retour actuel des syndicats traditionnels dans l'arène politique. L'entrevue des "syndicats libres" C.F.T.C. et F.O. avec le Président du Conseil, la "semaine revendicative", apparaissent plus comme des conséquences de cette rentrée déjà effective avant les retours officiels, mais qu'il faut présenter à tout prix comme acquise par "l'action ouvrière", ce qui permet de conserver une audience parmi la classe ouvrière et de faire croire à l'efficacité de l'action syndicale.

La C.G.T. "adhérant" au mouvement, l'amplifiant pour son compte, cherche aussi à rentrer dans le circuit des discussions et en même temps à retrouver son visage de "défenseur des travailleurs".

Pour le patronat, il semble d'après certaines informations qu'il soit fort satisfait du retour aux "méthodes traditionnelles" alors que l'entrée en scène d'un nouveau partenaire l'inquiétait. F.O.- C.G.T. et C.F.T.C. sont des valeurs sûres, et avec le développement du "mécontentement ouvrier" le contre-feu que représente "la semaine d'action" ne peut que lui donner satisfaction.

Le "programme d'action" des syndicats:

Il est intéressant de relever le mot d'ordre des syndicats voici l'ordre des revendications présentées dans un tract CFTC-CGT-FO diffusé dans l'assurance:

- 1°) abrogation immédiate des mesures portant atteinte à la Sécurité Sociale, et aux prestations familiales.
- 2°) augmentation des prestations familiales.
- 3°) libre discussion et augmentation des salaires.
- 4°) amélioration du régime de retraite
- 5°) protection de l'emploi des travailleurs dans l'entreprise.
- 6°) le respect et le renforcement du droit syndical.

On retrouve à peu de chose près le même ordre dans les revendications propres à la C.G.T. (Le "Délégué du Personnel" C.G.T. N° 107- Février 59).

Pour qui a l'habitude des organisations, l'ordre des revendications a une grande importance. Etant donné les retours en arrière du gouvernement, on peut penser que la suppression des 3000 Ffs de la Sécurité Sociale et l'augmentation des prestations familiales doivent être quelque chose d'acquis en haut lieu, en principe; d'autre part, les patrons sont d'accord pour lâcher 5% sur les salaires, ce qui a été fait dans un certain nombre d'entreprises. Seule importe en fin de compte la date d'application. Patrons, gouvernement et syndicats

jouent bien le jeu chacun pour leur propre compte. Les mesures gouvernementales et le retard des salaires ont permis de créer une marge de manoeuvres sur le dos des travailleurs à la faveur de la période trouble qui a suivi le 13 Mai, et de l'attentisme des organisations. Cette position de repli qu'ils ont déterminée, ils ne la prendront bien sûr que si la classe ouvrière se manifestait un peu. Cela permettra à la fois de briser les actions qui pourraient devenir sérieuses et de redonner les lauriers d'une "victoire" aux syndicats.

Une bonne affaire pour les syndicats:

A travers ces "programmes d'action" il est clair que les organisations trouvent - et c'est le gouvernement qui leur offre cela - des revendications concrètes qui "accrochent" les travailleurs (Sécurité Sociale-prestations familiales-salaires, etc...). Cela permet d'atteindre un double but: avoir une nouvelle base de recrutement et d'audience, et marchander avec le gouvernement et les patrons le "contrôle" de la classe ouvrière.

Ce qui apparaît en effet le plus clair dans les instructions données aux délégués, c'est le souci du renforcement de l'organisation, renforcement posé comme condition essentielle du contrôle du mouvement ouvrier. Voici les instructions au délégué CGT données dans le "Délégué du Personnel" N° 107 sous le titre "A l'intention des militants pour l'orientation de l'activité des organisations syndicales"... Toutes les questions importantes devraient pouvoir être examinées et décidées dans les assemblées générales de syndiqués. C'est la condition essentielle pour renforcer l'autorité de l'organisation et entraîner tous les syndiqués à l'examen des décisions à prendre, et à militer pour leur application. Or, en tous temps, mais plus encore aujourd'hui, il est indispensable d'entraîner à l'application des tâches fixées non quelques uns, mais la masse des syndiqués... Nous recommandons aux syndicats et sections syndicales de maintenir un contact étroit avec les délégués du personnel qui établissent une liaison quotidienne et étroite avec l'ensemble du personnel. Les réunir souvent et surtout chaque fois qu'une action ou une campagne est envisagée. Ecouter ce qu'ils nous disent de ce que pensent les travailleurs et examiner avec eux les moyens qui leur permettraient de mieux soutenir l'action... Dans ce domaine, il faut bousculer toutes les routines, considérer qu'un des moyens de renforcer l'action, c'est de renforcer notre organisation. Ne pas attendre que les travailleurs viennent d'eux-mêmes au syndicat, mais organiser systématiquement et en permanence, le recrutement...."

Si l'on relève le parallélisme avec les instructions aux militants du P.C. (derniers rapports au Comité Central des 19 & 20 Mars) l'action présente de la CGT se situe dans le jeu politique de l'utilisation des mouvements qui pourront se produire vers un Front Populaire. Pour l'instant il n'y a pas de grand mouvement et partant aucun mot d'ordre "politique", personne ne parle que d'objectifs limités. Mais si cette barrière sautait, le jeu des organisations se déplacerait sur un plan politique. Il y a évidemment dans ce domaine, beaucoup de solutions en réserve.

Du côté CFTC on voit apparaître "un programme économique" qui est exactement dans le sens des thèses du grand capital. Là encore on présente ce qui est en train de se faire comme ce qui peut être

conquis par une "victoire ouvrière". La CFTC rejoint le souci des patrons d'adapter des structures au capitalisme moderne:

" plein emploi -développement des investissements, recherche de nouveaux débouchés intérieurs et extérieurs grâce à l'effort de tous (sic)- la reconversion de certaines entreprises... réforme des structures, comme la modernisation de la distribution, une vraie réforme fiscale (sic) une réforme de l'enseignement, etc..."

Un programme que ne désavouerait pas non plus un futur front Populaire.

La semaine d'action:

Le but de la CFTC est très net: "la semaine d'action est à la fois un aboutissement et un commencement, celui d'une phase nouvelle pour le mouvement syndical.... Si le gouvernement ne procède pas aux rectifications nécessaires, nous ne pourrions plus répondre du lendemain". (Le Monde 19/3/59). Et sur ces objectifs, il n'y a pas de désaccord fondamental avec la CGT " les manifestations ouvrières se déroulent dans le calme " (Le Monde 21/3/59). Tout a bien été organisé et orchestré pour éviter une ampleur quelconque: une journée par profession, des meetings après le travail, mais également par profession quelques rares arrêts de travail, très peu de "manifestations de masse". La "semaine" n'était pas terminée que déjà on savait que les organisations n'auraient plus à regretter que les principales mesures économiques ou sociales aient été arrêtées sans consultation des organisations syndicales". La CFTC n'a pas "le sentiment que les revendications puissent être satisfaites dans les semaines prochaines ". Les travailleurs attendront bien. Pour les organisations, elles "examineront avec le Ministre du Travail les questions évoquées par elle. Les Préfets ont reçu des instructions pour prendre l'avis des organisations ouvrières en ce qui concerne l'emploi, la main d'oeuvre, la relance, des contacts réguliers pourront être pris entre les syndicats et l'Hôtel Matignon."

Restent les travailleurs:

Ils sont attentifs à toutes ces manoeuvres syndicales et en font la critique, mais en même temps, ils restent extérieurs à ces mots d'ordre venus d'en haut et qui essaient de coller temporairement à la réalité de leurs luttes quotidiennes pour orienter celles-ci sur les objectifs des organisations. Dans les faits cela se traduit par le souci de beaucoup de secteurs de "remplir" les formes d'action proposées par les syndicats (tout en ne se faisant pas d'illusion sur leur caractère sporadique) mais en même temps une méfiance vis à vis de ces actions et de leur utilisation. Malgré certaines revendications qui pourraient unifier l'action de la classe ouvrière (S.S. salaires, par exemple) il apparaît plus vraisemblable que les transformations profondes des structures des entreprises conduiront à des luttes particulières et limitées qui seront plus le reflet exact de la situation réelle de la classe ouvrière dans certains secteurs, que ces grands mouvements qui restent malgré tout assez superficiels, car ils essaient d'amalgamer à des fins politiques les intérêts des couches diverses de la population. Les vraies luttes ouvrières sont et seront beaucoup plus ces luttes isolées dont nous parlons au début de cet exposé que ces "grands mouvements organisés".

CHEZ LAVALETTE : DEBRAYAGE A L'ATELIER 21

motif: licenciement d'un ouvrier

Voici les faits. Mardi un ouvrier en dehors de ses heures de travail, exactement en revenant de déjeuner, regarde travailler une ouvrière. Le chef d'équipe passe. Lui dit de s'en aller. Il reste. Le chef d'équipe repasse, lui dit de s'en aller immédiatement. L'ouvrier répond qu'il ne fait rien de mal, qu'il ne parle même pas à l'ouvrière. Le chef d'équipe: "Partez immédiatement ou je vous emmène au chef d'atelier." L'ouvrier: "Vous êtes ~~un imbécile~~ beaucoup d'histoires pour rien, vous êtes un imbécile!"

Au bout d'un moment le chef d'équipe retourne à l'ouvrier: "J'ai bien entendu ce que vous avez dit." L'ouvrier répète: "Oui, vous êtes un imbécile".

Un jour se passe. Le surlendemain (jeudi) on apprend le licenciement du gars. La journée se passe en tractations entre les syndicats (CGT et FO) d'une part, la maîtrise de l'autre (et la direction). Cette dernière - paraît-il - serait d'accord pour 2 jours de mise à pied si le chef d'équipe retire son rapport. La décision dépend donc du chef d'équipe. Le chef d'équipe ne retire pas son rapport.

Vendredi à 13 heures nous débrayons. Timide d'abord, le débrayage s'étend tranquillement. Finalement, à quelques exceptions près, la totalité de l'atelier débrayé. Nous sommes 80. Un ex-délégué nous fait le point. Des voix suggèrent: "Allons tous à la direction". C'est l'heure où la direction déjeune. Que faire en attendant? Nous entourons le chef d'équipe, essayons de le faire revenir sur sa décision. Il est harponné par 2 contremaîtres. Nous le suivons. Le chef d'équipe est hué. Après quelques instants nous allons à la direction. Le groupe des ouvriers reste dans la cour. Une délégation va parlementer. Le sous-chef du personnel nous reçoit à la sauvette dans le couloir: "Vous avez eu tort de débrayer. Je ne discuterai pas avec vous. Les délégués auraient dû demander une entrevue à la direction. La décision de licenciement revenait à elle en dernier ressort." Comme nous avons vu les délégués, nous en prenons un à témoin. Il est obligé de rappeler au chef du personnel qu'ils se sont vus. "... Oui, dans le couloir .." admet le chef "...mais les délégués n'ont pas demandé d'entrevue. Retournez au travail. Les délégués viendront discuter et nous leur donnerons notre ~~réponse~~ réponse."

Que nous reste-t-il à faire? Nous sommes un petit groupe. L'épreuve de force est en notre défaveur. Nous sortons rendre compte. Que se passe-t-il alors dans les esprits? déception, colère, mépris. Il est deux heures moins dix. A 2 heures nous ~~re~~ reprenons le travail.. Dans l'après-midi on apprend que le licenciement est maintenu. Il est question d'un nouveau débrayage lundi à 2 h 1/2 au changement d'équipe. Lundi nous avons un tract vague, parlant d'une action du syndicat auprès de l'inspecteur du travail et du ministère. Mais les nouvelles par la suite sont vagues ou inexistantes.

Nous nous trouvons devant un échec. Pourquoi?

C'est vrai que le débrayage a été réussi. Il s'est produit en période de récession: les ouvriers ont fait preuve de courage car ils risquaient eux-mêmes le licenciement. Cela prouve qu'ils agissent pour des principes quand une action leur semble juste.

Car nous avons peut-être agi par solidarité ~~par~~ le copain mais surtout contre l'injustice et l'arbitraire à la fois de la direction et de la maîtrise. Le motif du licenciement n'est pas valable, en tout cas disproportionné à la "faute".

En période d'expansion, la direction aurait-elle adopté la même attitude?(L'ouvrier faisait fonction de régleur, bien qu'il n'en ait pas le titre, et bien que la direction l'ait nié par la suite pour aggraver son cas et pouvoir ajouter des motifs professionnels au motif disciplinaire.). Le travail manque en ce moment. Est-ce vraiment un état de fait ou une manœuvre?

L'attitude de la direction est pure comédie. Si elle avait été contre le licenciement, l'affaire se passait entre quatre-yeux, le gars avait 2 jours de mise à pied. Elle cherche à faire retomber la responsabilité du licenciement sur le chef d'équipe, s'arrange pour semer la confusion. Puis, les ouvriers étant pris en "faute" parce qu'ils ont débrayé, elle justifie par là le maintien du licenciement, donne à son attitude des allures légales. Les patrons se servent toujours de la légalité pour consacrer l'injustice.

Comment interpréter l'action des délégués?

Les tractations entre syndicats, maîtrise et direction ont duré 2 jours. Pendant tout ce temps nous n'avons eu que des échos vagues, des bruits au sujet de ces tractations. Pourquoi le débrayage n'a-t-il pas eu lieu immédiatement, dès la nouvelle du licenciement. Le jour du débrayage, au déjeuner, nous devons avoir un tract et une prise de parole à la cantine. Rien. Nous sommes prévenus du débrayage quelques minutes avant. Nous n'avons pas un but précis. Nous débrayons pour le copain, oui, mais qu'allons nous faire au juste. Il semble que le côté spectaculaire du mouvement soit suffisant.

Le fait s'est passé dans un atelier précis. Mais il peut se reproduire n'importe où. Cela nous concerne tous, un tract explicatif et précis aurait dû, le vendredi matin, nous mettre tous au courant. L'atelier 2I est le plus mauvais de tout Lavalette. Pourquoi ne pas essayer d'en finir avec cette situation? Hors de l'entrevue de la délégation avec la direction, le délégué se défend mollement au lieu de mettre le chef du personnel au pied du mur.

L'attitude du chef du personnel est classique. Puisqu'elle est classique, elle est usée. Pourquoi ne pas chercher les moyens qui l'obligeraient à en prendre une autre?

On a eu les explications après le débrayage. Pourquoi ne les avons-nous pas eu avant. Dans tout le déroulement de l'action c'est de la main des ouvriers (de ceux qui ont débrayé) que sont

venues les suggestions pour toutes les décisions à prendre. Que penser des délégués qui devraient être rodés pour cette besogne? et dont l'attitude est parfois équivoque. C'est justement parce qu'ils sont rodés qu'ils n'ont plus de solutions dynamiques. Une "puissante" organisation a tué l'initiative. La routine les a laissés impuissants devant une situation particulière. Ils n'ont pas de but, ils donnent des mots d'ordre, ils cherchent des actions spectaculaires gratuites, sans essayer d'en prévoir l'issue et les conséquences. Que faut-il alors en conclure?

(Les faits relatés ci-dessus se sont passés début mars)

OCCUPATION DE MINE EN ITALIE

A Ribolla en Italie les mineurs de lignite ont occupé le 25 mars leur mine à la suite de la décision de la direction d'arrêter son exploitation pour non-rentabilité. Un mouvement de grève de solidarité a eu lieu le lendemain dans toute la région de Grosseto.

MANIFESTATIONS DE CHÔMEURS AUX ETATS-UNIS

Malgré la reprise économique et le redémarrage de la production automobile, le niveau du chômage demeure très élevé chez les travailleurs de l'automobile. La région de Detroit est particulièrement affectée. Sur 140 000 ouvriers normalement employés dans l'industrie automobile à Detroit, plus de 20 000 sont sans travail et 5 500 de plus viennent d'être mis au chômage par Buick et Fisher Body qui fabriquent des carroseries. Les fonds de chômage s'épuisent à toute vitesse et les ouvriers sont très inquiets. Le 24 mars un certain nombre d'entre eux ont organisé des ventes de pommes sur la voie publique pour recueillir les fonds nécessaires au déplacement de la délégation de chômeurs qui va participer aux manifestations contre le chômage qui vont avoir lieu à Washington. De telles ventes sont absolument interdites par les règlements mais la police s'est abstenue d'intervenir.

MARCHE COMMUN

(Rappelons que le N°6 d'I.L.O. a été entièrement consacré à ce sujet)

Le patronat et le grand capitalisme ne reste pas inactif. La liste des accords entre firmes ou des installations de firmes étrangères dans les pays de la "petite Europe" s'allonge tous les jours. Ainsi, en France, Les Chanyiers de l'Atlantique (Penhoët) et la Société Fives-Lille-Cail viennent de conclure un accord de longue durée prévoyant la création de services d'études communs et une répartition rationnelle des fabrications entre les usines des 2 sociétés. Les capitaux américains de leur côté affluent.

Mais déjà des contradictions apparaissent car certains secteurs de l'industrie américaine s'inquiètent de la concurrence de l'Europe sur leur propre terrain: C'est ainsi que l'USINE NOUVELLE écrit:

" Un syndicat bancaire de l'Europe des six a réalisé un emprunt de 15 millions de dollars pour assurer le développement de l'industrie pétrolière mexicaine. Une première réaction yankee semble faire prévaloir que les américains ont été un peu trop pressés à épauler l'Europe "; (Usine Nouvelle. 12-3-59).

LES LUTTES OUVRIERES EN ANGLETERRE

(voir ILO N° 4 et N° 9 entièrement consacrés à ce sujet).

Plus de la moitié des grèves récentes sont déclenchées pour des raisons touchant aux conditions de travail, aux licenciements et d'une façon générale, à la solidarité; la plupart de ces grèves ne sont pas reconnues par le syndicat.

Grève sur le tas: Au cours d'une assemblée générale, les travailleurs de l'usine d'aviation Vickers-Armstrong de Weybridge (Angleterre) soit 5.000 à 6.000 ouvriers, ont décidé de faire une grève sur le tas ("sit down strike ") d'une demi-heure tous les jours et d'interdire les heures supplémentaires par solidarité avec un groupe de 30 ouvriers qui avaient entamé une grève non officielle à la suite d'une altercation entre ouvriers dans un atelier de l'usine.

LETTRES DE LECTEURS.

D'un employé des P.T.T.

" Après la lecture des Nos 9 & 10 d'ILO et du N° 20 du C.R. d'activité, je me demande pour quelles raisons vous signalez des articles à lire dans "France-Observateur" surtout sans donner vous-mêmes votre position à ce sujet. Le but du groupe "ILO" est parait-il de renseigner les ouvriers par eux-mêmes, or, les informations données par "France-Observateur" ne se trouvent jamais dans ce cas.

" 1°) Si, comme il est dit dans le texte d'ILO, les articles de "France-Observateur" donnent l'essentiel des informations sur les grèves de Fives-Lille et Cail, alors que devient ILO, pourquoi existe-t-il? pourquoi veut-il faire oeuvre à part? Il n'a plus de raison d'être, et il n'a qu'à coller aux cryptos de "France-Observateur", ce qui n'a absolument rien à voir avec la classe ouvrière.

" 2°) Il m'est difficile de prendre au sérieux des informations données par ce journal où le rédacteur en chef est un certain Claude Bourdet qui, une certaine année, mécontent de la politique générale suivie par le gouvernement français a envoyé une lettre au Président de la République, avec toutes ses décorations et en signant " le chef d'escadron Bourdet" suivie de toute l'énumération de ses décorations. En somme, tout un programme. Les ouvriers ne peuvent pas prendre au sérieux un tel individu.

3°) Sur les articles mêmes du fameux Serge Mallet indiqués par ILO. J'ai dû encaisser cette prose (sur vos conseils) que les ouvriers font bien la plupart du temps d'ignorer purement et simplement. Les problèmes des "cocos" en mal de parti ne nous intéressent nullement. D'autre part, il est dangereux d'indiquer des articles à lire sans en donner la critique (surtout lorsqu'il s'agit de Serge Mallet).

Sur les articles proprement dits, je dirai donc simplement que Serge Mallet voit le problème exactement à l'envers de ce qu'il doit être. Aujourd'hui il y a des entreprises marginales et ce monsieur voudrait que la classe ouvrière les aide à solutionner ces problèmes, il voudrait que la classe ouvrière collabore avec ses maîtres. La classe ouvrière n'a qu'un seul moyen d'action en régime capitaliste: c'est la revendication. Depuis de nombreuses années, elle revendique plus, les machines de Fives et Cail ont 25 ans dit Serge Mallet or, si depuis 25 ans, les ouvriers avaient revendiqué quoique ce soit, les directions auraient été obligées de procéder à l'amélioration du matériel sans pour cela que la classe ouvrière collabore avec le patronat. Les entreprises marginales n'existent ou ne peuvent exister que parce que la classe ouvrière ne veut pas combattre; je pense que c'est la leçon à tirer des événements que nous voyons actuellement. Devant une classe ouvrière consciente et revendicatrice, le patronat doit améliorer ses moyens de production. Depuis longtemps la classe ouvrière refuse de réagir en France. La classe ouvrière française subit aujourd'hui toutes ces années de laisser faire. Je pense qu'ILO devrait orienter ses textes dans ce sens et non dans celui de Serge Mallet, qui n'est au fond que l'orientation du "capitalisme bien compris et efficient". C'est pourquoi cette proposition de lire France-Observateur me révolte.

Dans cette lutte unanime des ouvriers contre les licenciements (lutte qui se borne en général à des débrayages de 10 minutes à une heure) je pense que le rôle d'ILO aurait été par exemple de nous dire si cette information lue sur le Monde du 10/2/59 est exacte ou non:

"Usine Cail de Denain: les ouvriers des laminoirs, les seuls travaillant le lundi dans cette firme, ont débrayé pour protester contre la réduction des horaires à 42 heures par semaine, au lieu de 48."

Si cette information est exacte, nous voyons parfaitement la combativité et la conscience ouvrières.... "

D'un métallos:

"J'ai reçu des feuillets de "Maisons Ouvrières" à deux reprises; je n'ai pas pris le temps de lire les derniers documents mais j'ai trouvé les précédents très intéressants, l'article sur les luttes en Angleterre m'a surpris par les moyens et l'ampleur de leurs organisations.... Je suis relativement satisfait de ma nouvelle boîte, l'ambiance n'est pas trop mauvaise, seulement j'ai constaté en m'avancant un peu, naturellement, que les gars ne sont pas tous très ouverts et chez ceux-ci on remarque un peu d'égoïsme ou peut-être du désintéressement aux problèmes du prochain. A noter que tout le personnel a eu une augmentation de 5%".

d'un ouvrier européen émigré aux Etats-Unis:

"...A la dernière réunion, le syndicat (C.I.O) nous a proposé de demander au patron une augmentation de 35 cents (environ 120 F) de l'heure, plus les dépenses du docteur payées en cas de maladie (il n'y a pas de sécurité sociale comme en France) plus un jour férié supplémentaire. Dans notre branche syndicale (métallurgie), il y a rarement un meeting général ou cela se tient si loin de notre usine qu'il est impossible d'y participer. Il y a toujours à des points de vue différents: les manoeuvres avec les ouvriers spécialisés d'un côté et les ouvriers plus qualifiés de l'autre. Les manoeuvres veulent les mêmes avantages, les mêmes augmentations pour tous; les autres tiennent à garder leurs avantages et les affirmer par des salaires différenciés et une augmentation proportionnelle. Malgré la crise et la diminution du personnel, la compagnie a embauché une dizaine de jeunes ouvriers. Dans la réunion, les jeunes parlent de façon assurée, sans véhémence, très poliment. Pas de philosophie, rien que des constatations: notre biftek est aussi cher que pour les autres, il n'y a pas de raison que nous ayons une augmentation plus petite. Finalement nous avons eu une augmentation de 10 cents (40 F) pour tous.

"..Votre Bulletin ainsi que les Cahiers ne sont pas mal. Lefort, dans son article de S. ou B., est très bien. Ceux qui sont au pouvoir n'ont pas besoin de posséder un grand savoir. Au besoin, ils achètent le savoir spécialisé. Quant à nous, nous ne sommes pas dans une situation d'acquérir une connaissance parfaite de la société actuelle. Cela ne veut pas dire que nous nous contentons d'une vie de fourmi. Le savoir est pour nous une ~~xxx~~ nécessité d'existence humaine et de libération? Une couche d'intellectuels assimile les faits et acquiert son savoir selon la tradition de son pays et sa position dans la société. Vis à vis de la classe ouvrière, les intellectuels qui veulent aider les ouvriers devraient apporter leur savoir de façon que les ouvriers, avec leur propre expérience, puissent collaborer avec eux sans être menés par le nez."

Ce qu'est "Information et liaisons ouvrières":

Information ouvrière: nous tentons avec nos moyens très modestes de mettre entre les mains d'ouvriers et d'employés des informations qui peuvent leur être utiles dans leur lutte quotidienne.

Liaisons ouvrières: nous tentons de mettre en contact des militants ou petits groupes dont les expériences gagnent à être rapprochées ou confronter pour augmenter leur efficacité.

L'information et la liaison ouvrières ne deviendront action et vérité qu'entre les mains de ceux qui travaillent dans les entreprises.

Nous sommes socialistes et révolutionnaires, mais n'appartenons à aucun parti ni ne nous réclamons d'aucun syndicat, et ne visons à constituer ni un nouveau parti, ni un nouveau syndicat.
